

**Lettre ouverte du Général François CANN à Monsieur
Fischer,**

Sénateur communiste des Bouches-du-Rhône

Nous venons enfin de donner une sépulture décente au général Bigeard, l'un des plus grands soldats que l'Armée française s'honore d'avoir eu dans ses rangs.

J'ai servi en Algérie, comme lieutenant, sous les ordres de ce grand chef que nous sommes des millions de frères d'armes à admirer.

Je viens d'apprendre que vous vous étiez répandu en propos injurieux à l'encontre de ce chef prestigieux.

Qui êtes-vous donc pour vous permettre de telles vilénies sur une personne que vous n'avez probablement jamais rencontrée... ?

Vous êtes sénateur ? Et alors ? Communiste qui plus est !

On croit rêver. Malheureusement, il s'agit d'un mauvais cauchemar de vous voir ainsi paraître en moraliste innocent, vous qui avez soutenu et continuez de soutenir une idéologie qui, depuis 1917 et jusqu'à aujourd'hui, porte la responsabilité de cent millions de morts...

Au moment où éclate, en 1957, ce qu'on appelle la « Bataille d'Alger » vos séides se sont déjà tristement distingués. En avril 1956, l'aspirant Maillot, membre du parti communiste algérien, détourne un camion militaire et livre au F.L.N. 263 armes en tous

genres et leurs munitions.

En août de la même année, Yveton, employé communiste de l'E.D.F.-G.D.F. local, pose une bombe à l'usine à gaz d'Alger. Il est fort justement guillotiné au mois de février suivant.

Et pendant ce temps-là, en Europe, les chars soviétiques dévastent Budapest et écrasent dans le sang l'appel à la liberté des Hongrois.

Vous souvenez-vous de l'été 1954 où l'Indochine nous rend des fantômes hagards, exsangues, décharnés qui, pour nous rejoindre, doivent enjamber les milliers de tombes des leurs assassinés dans les camps de « ré-éducation » par les commissaires politiques vietminh et français de vos amis... au motif de ce que vous appelez alors une guerre injuste.

Et les grèves de Berlin-Est et de Postdam qui laissent sur le pavé trois cents ouvriers hachés à la mitrailleuse des chars T 34, pour avoir osé demander une augmentation de salaire ?

Oseriez-vous évoquer la mascarade des procès staliniens d'Europe Centrale – Lazlo Rajk en Hongrie, Mazaryck et Benes à Prague – alors qu'au même moment plus de trois mille soldats de l'O.N.U., essentiellement Américains, prisonniers des Nord-Coréens, disparaissent dans les camps sans avoir jamais laissé de traces ? Et les goulags en Sibérie devenus l'interminable cimetière de millions de prévenus politiques ? Et les purges de Staline où, les maires étaient tenus de fournir un pourcentage de leurs concitoyens à fusiller ; comme nous, vous avez lu ces pauvres listes de victimes expiatoires offertes à un holocauste idéologique.

Ne nous dites pas que vous ne le saviez pas !

Vous nous trouvez ringards de remonter ainsi dans le temps. Alors revenons à l'Algérie et dites-nous ce que sont devenus nos harkis, ces braves volontaires qui avaient cru en la France et qui furent ébouillantés, empalés, déchiquetés...

Dites-nous ce que sont devenus les 2993 (chiffre officiel) Européens disparus sur leur terre algérienne, entre 1954 et 1963, et dont les familles resteront à jamais sans nouvelles.

Et 1968 ? Vous souvenez de cette année où vous jouez facilement aux « héros » dans les rues de Paris pendant qu'en Tchécoslovaquie les chars russes écrasent le printemps de Prague et qu'en Chine la révolution culturelle élimine par centaines de milliers les « affreux bourgeois ».

Faut-il évoquer ce 30 avril 1975 qui voit le départ du Vietnam du dernier Américain, ce qui fait titrer à l'un de vos journaux préférés

« Saïgon libéré ». Quelle libération, dites-nous ! En avez-vous parlé aux boat people ? Vous auriez eu du mal, la plupart d'entre eux ayant disparu en mer de Chine dans leur fuite éperdue vers la liberté... pour échapper au communisme.

La même année, vous avez indécemment applaudi à l'entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh. Quatre ans plus tard, on ne vous a pas tellement entendu, lorsque le voile s'est levé sur une des pires abominations de l'humanité : un habitant sur six massacré parce qu'il savait lire, écrire et compter un peu plus que les autres.

Il est facile, dans l'absolu, de condamner la torture, cette « souffrance physique que l'on fait subir à quelqu'un » dit Larousse. Qui ne le ferait pas ? Seulement il se trouve que la guerre ne se fait jamais en théorie et dans l'absolu; elle est contingente, par essence; les décisions et les actions qu'elle génère ont toujours des circonstances particulières, sans cesse renouvelées.

J'étais lieutenant au 3° R.P.C. du colonel Bigeard. Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous quittions le Djebel pour venir à Alger, suppléer une police défailante.

Qui nous lançait dans cette galère ?

Le général Massu dites-vous ? Que je sache, il ne s'est pas approprié les pleins pouvoirs de police. Un ministre les lui a donnés, le même, sans doute, qui avait suggéré l'engagement des forces armées dans les opérations de maintien de l'ordre, avant le rappel de nos réservistes, en mai 1956, et le maintien pendant trente mois sous les drapeaux de ce brave contingent de la classe 54/2/b.

Cet été 1957, l'ambiance à Alger est éprouvante. Deux bombes viennent d'exploser, l'une en centre-ville au bar-restaurant le Coq Hardi et l'autre sur la corniche, au Casino, déchiquetant des dizaines de jeunes pieds noirs. Une psychose de terreur frappe les Algérois. Où et quand explosera la prochaine bombe ? Angoisse collective.

Par chance, une compagnie voisine met la main sur un suspect qui avoue appartenir au réseau des poseurs de bombes et révèle que le stock en réserve comprend 52 engins dont quatre viennent d'être posés quelque part dans la ville et activés. Puis-je en vouloir à mes camarades d'avoir bousculé cet assassin afin d'en obtenir des aveux précis ? Trois bombes ont pu être désamorcées, la quatrième explose au moment de l'arrivée des parachutistes, tuant un caporal. Les 48 autres engins de mort peuvent être récupérés, ce qui donne l'occasion au ministre de féliciter notre

chef de corps, le colonel Bigeard.

Comme dit le père Cordier « il est des cas où le mal est nécessaire dès lors qu'il évite le pire ». Combien d'innocents les 51 bombes restantes auraient-elles tués ?

Personne n'a le droit de demander à ces soldats de se repentir pour avoir accompli une action salubre, même si dans l'absolu elle était condamnable.

Personne, en tout cas pas vous, les communistes. Vous êtes disqualifiés depuis 1917, date de création de la Tcheka, la sinistre police politique de Lénine qui, de façon industrielle, torturait des gens, non pas parce qu'ils posaient des bombes, mais parce qu'ils « ne pensaient pas comme eux ».

L'un de vos inspirateurs, Jacques Duclos, pas très grand par la taille ni par l'esprit mais immense par la haine, a dit en 1947 : « Notre devoir est de combattre l'Armée française partout où elle se bat ». Il a tenu parole.

Et vous, aujourd'hui, vous déterrez la hache de guerre !

Nous en prenons acte !

J'ai pris, pour vous écrire, l'attache de président des Anciens du 8e [R.P.I.Ma](#) dont 395 des leurs ne sont pas revenus des geôles communistes du Tonkin où vos « coreligionnaires » les avaient laissés mourir de faim et de manque de soins. La plupart de ces jeunes Français n'avaient pas vingt ans...

Veillez agréer, Monsieur le Sénateur, l'assurance des sentiments qui vous sont dus... ceux du mépris.

Général François CANN